



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article22>

Grève continentale contre la ZLÉA

Ne touchez pas à mon éducation !

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2002 - Volume 09 - No. 02 -

Date de mise en ligne : jeudi 3 octobre 2002

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

En proposant la tenue d'une grève continentale contre la ZLÉA le 31 octobre prochain, les mouvements étudiants québécois et canadiens revendiquent le droit de dire non à la ZLÉA.

La Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) n'aura jamais fait couler autant d'encre que ces derniers mois. Depuis le début de l'été, on assiste à l'émergence d'un grand mouvement de mobilisation et de contestation chez les étudiants, tant au Québec, au Canada qu'en Amérique latine.

Au Québec, l'idée d'une grève continentale - née lors des Rencontres hémisphériques qui ont eu lieu à Cuba en novembre dernier - a été mise de l'avant par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, section Québec (FCEEQ) : « La ZLÉA est une menace aux conditions de vie sociales, économiques et environnementales de tous les êtres humains concernés par cet accord. Notre vœu est d'informer, sensibiliser les populations aux conséquences qu'aura cet accord sur leur vie » explique Valérie Soly, militante de l'ASSÉ.

Le 5 octobre dernier, les deux groupes se sont joints à 24 autres associations étudiantes afin de créer une large coalition dont l'ultime objectif est de faire échouer les négociations sur la ZLÉA. Et pas question de faire de compromis, comme le souligne Alvaro Castro, membre d'Alternatives et impliqué dans l'organisation des actions du 31 octobre : « Nous ne revendiquons pas une modification de la ZLÉA mais plutôt un rejet complet de ce projet de libre-échange qui est sous la tutelle des États-Unis ».

Ainsi, le mouvement lance un appel aux autres secteurs de la société civile et met en garde ceux qui seraient tentés de négocier : « Les volontés de réformes ou les critiques corporatistes de la ZLÉA, qui cherchent à ne soustraire de l'accord que des secteurs particuliers, sont simplement irresponsables. La lutte au néolibéralisme et la défense de nos droits sociaux ne se négocient pas à la pièce ! » a indiqué François Baillargeon, porte-parole de l'ASSÉ.

Non à la privatisation de l'éducation.

Parce qu'elle n'était pas au rendez-vous, ni à Québec ni à Porto Alegre, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) juge, de son côté, qu'elle a « manqué le bateau » dans le dossier de la mondialisation. Aujourd'hui, elle se dit prête à répondre à l'Appel des mouvements sociaux à la résistance, lancé en février dernier lors du deuxième Forum social mondial de Porto Alegre (Brésil) : « Le 31 octobre, Jean Chrétien et les autres décideurs recevront un message très clair : nous n'accepterons pas que la mondialisation ait autant d'impact dans notre vie, particulièrement en éducation », affirme Nicolas Brisson, président de la FEUQ. « De toutes façons, si les gouvernements ne vont pas de l'arrière dans le dossier de la ZLEA, il y aura d'ici 2004 une grosse mobilisation de la société civile, de tous les groupes ensemble, pour s'assurer que l'accord ne passe pas. »

Plus modérée dans ses revendications, la FEUQ soutient que son rôle premier est de défendre l'éducation. En août dernier, se joignant à une coalition des représentants de plus de 720 000 étudiants, la fédération a présenté un mémoire sur les impacts de la ZLÉA et de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) sur l'éducation. Selon l'étude, la libération des échanges inclurait l'organisation et la distribution de services tels que l'éducation, l'eau ou la santé, ce à quoi s'opposent plusieurs fédérations étudiantes. « Le droit à l'éducation, c'est la pierre angulaire de la démocratie et nous trouvons inacceptable qu'à travers des accords commerciaux internationaux, on négocie des services éducatifs au même titre que le bois d'oeuvre », a déclaré le président de la FEUQ.

Le cri des Amériques

Partout, du Sud au Nord, la résistance se mobilise. Alors que le Prix Nobel de la Paix argentin, Adolfo Perez Esquivel, invite tous les peuples à s'unir pour contrer ce « plan hégémonique colonialiste », au Brésil et en Équateur, le processus de négociation est vivement critiqué par les deux chefs d'États qui reprochent qu'on puisse « parler d'intégration en pratiquant l'exclusion ». En septembre dernier, lors d'un référendum populaire sur la question, 10 millions de Brésiliens ont déjà dit non à la ZLÉA.

Quant à l'Alliance sociale continentale (ASC), partisane d'une autre intégration continentale « basée sur la démocratie, l'égalité, la solidarité, le respect des droits humains et de l'environnement », elle fera de nouveau entendre sa voix lors des « Journées de Résistance continentale contre la ZLÉA », qui coïncideront avec la réunion des Ministres du Commerce qui aura lieu à Quito (Équateur) du 27 octobre au 1er novembre. Au Pérou, en Colombie et au Mexique, des actions et des manifestations sont également prévues le 31 octobre.